



CAHIER DES CHARGES DESTINE AUX PRESTATAIRES

CAHIER DES CHARGES – GESTION TRAFIC / STATIONNEMENT – TRAVAUX ZONE SUD

N° Réf :




Date : 29/11/2024

Protection des informations : *Cocher la case :*

- ☒ Le présent cahier des charges ne contient aucune information sensible, ce qui permet la mise en ligne de ce document sur la plateforme dématérialisée du CEA.
- ☐ Le présent cahier des charges contient des informations sensibles ou classifiées : de ce fait **la mise en ligne** sur la plateforme dématérialisée du CEA de ce document **est interdite**.

Diffusion : Diffusion Publique

Mots clés : Chantier – trafic – coordination travaux – salles blanches

	Nom	Fonction	Visa
Rédacteur	JJ Heiries	Adjoint au Directeur	
Vérificateur 2	V Troesch	Directeur délégué à la Sécurité	
Approbateur	P Caplier	Directeur adjoint	

CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS

Diffusion publique

Référence :

Page 2 / 18

HISTORIQUE DES VERSIONS

Ind.	Date	Objet de la modification
O	29 / 11 / 24	Edition Originale
A		
B		
C		
D		
E		
F		
G		
H		

SOMMAIRE

1 GLOSSAIRE	4
2 CONTEXTE	5
2.1 Présentation du CEA	5
2.1.1 Le CEA	5
2.1.2 Le CEA/Grenoble	6
2.2 Les Bâtiments du CEA Grenoble	7
3 OBJET	8
4 DOMAINE D'APPLICATION	9
4.1 Intervenants et rôles respectifs	9
4.2 Relation avec le CEA Grenoble	9
5 DOCUMENTS APPLICABLES	10
5.1 Documents généraux	10
5.2 Documents réglementaires	10
5.3 Réglementation relative à certaines activités	10
5.3.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1)	10
5.3.2 Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12)	10
5.4 Documents associés à la prestation	10
6 DESCRIPTION DES PRESTATIONS	11
6.1 Périmètre	11
6.1.1 Périmètre géographique	11
6.1.2 Périmètre technique	11
6.2 Prestations à réaliser et résultats attendus	12
7 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
7.1 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations	13
7.1.1 Moyens à la charge du Titulaire	13
7.1.2 Locaux mis à disposition du Titulaire par le CEA	13
7.1.3 Autres moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA	13
7.2 Organisation du Titulaire	15
8 OBLIGATIONS LIEES AUX PRESTATIONS	15
8.1 Sécurité	15
8.2 Confidentialité	16
8.3 Données Personnelles	16
9 PILOTAGE DES PRESTATIONS	17
9.1 Réunions de pilotage	17
9.1.1 Réunion de démarrage	17
9.1.2 Rapports d'activité	17
9.2 Contrôles - Définition des indicateurs et de leur mode de calcul	17
9.2.1 Contrôles, audits	17

1 GLOSSAIRE

AQ	Assurance Qualité
BSD	Bordereau de Suivi de Déchets
CEA	Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives
CGA	Conditions Générales d'Achat du CEA
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CI	Chef d'Installation
CINES	Cellule Ines
CMAC	Cellule Méthodes et Amélioration Continue
CPRTT	Cellule PRTT
CSE	Commission Sociale et Economique
CVC	Groupe Climatisation Ventilation Chauffage
DAASC	Demande d'Autorisation d'Accès au Site du CEA
ELEC	Groupe Electricité
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ESI	Groupe Exploitation des Systèmes d'Information
FLU	Groupe Fluide
FLS	Formation Locale de Sécurité
GAC	Groupe Archives Centre
GPEP	Groupe Pilotage Exploitation et Prévention
GPP	Groupe Pilotage Projets
HCT	Horaire Collectif de Travail (de 7h55 à 16h35)
HHCT	Hors Horaire Collectif de Travail
HNO	Heures Non Ouvrables (de 20h30 à 6h00 pour Grenoble et de 20h00 à 7h00 pour l'INES, les samedis, dimanches, les jours fériés et chômés et les jours de fermeture du CEA toute la journée)
HO	Heures Ouvrables (de 6h00 à 20h30 pour Grenoble et de 7h00 à 20h00 pour l'INES))
IQ	Ingénieur qualité
IRIG	Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble
ISC	Groupe Information Scientifique et Calculs
ISE	Ingénieur de Sécurité d'Etablissement
ISI	Ingénieur de Sécurité d'Installation
LETI	Laboratoire d'Electronique et de Technologie de l'Information (institut DRT)
LIST	Laboratoire d'Intégration de Systèmes et des Technologies
LITEN	Laboratoire d'Innovation pour les Technologies des Énergies Nouvelles et les nanomatériaux (institut DRT)
LPE	Laisser Passer d'Entreprise
PAQ	Plan d'Assurance de la Qualité
PAQP	Plan d'Assurance de la Qualité Particulier
PdP	Plan de prévention
PPME	Plan de Prévention Mono Entreprise
PQP	Plan Qualité Particulier
PPQSE	Plan Particulier Qualité Sécurité Environnement
PRTT	Plateformes Régionales de Transfert Technologique
PSE	Prestation(s) Supplémentaire(s) Eventuelle(s)
PSI	Groupe Projets et Solutions Informatiques
RGPD	Règlement Général sur la Protection des Données
RPP	Relation Parties Prenantes
SMA	Service Marchés et Achats
SLE	Service Logistique et Environnement
SPPEP	Service Pilotage Projets, Exploitation et Prévention
SSTM	Service Supports Techniques et Métiers
STIC	Service des Technologies de l'Information et de la communication
TA	Groupe TéléAlarme
ZRR	Zone à Régime Restrictif

2 CONTEXTE

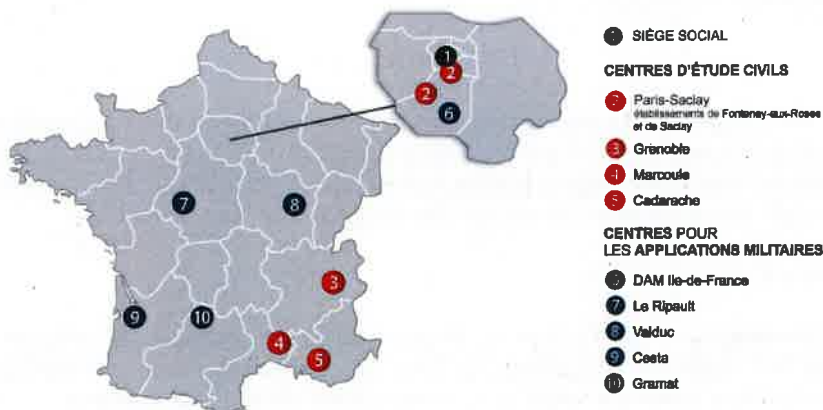
2.1 Présentation du CEA

2.1.1 Le CEA

Le CEA, **Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives** est un établissement public à caractère industriel et commercial dont la mission est la recherche, le développement et l'innovation. Il intervient dans quatre grands domaines : les énergies bas-carbone, la défense et la sécurité globale, les technologies pour l'information, et les technologies pour la santé.

Les métiers exercés au CEA concernent des domaines très diversifiés et se classent en plusieurs familles professionnelles, qui intègrent aussi bien les activités de recherche que de gestion : physique, chimie, mathématiques et informatique scientifique, science et technologie des matériaux, sécurité, sûreté, sciences du vivant, sciences de la terre et de l'environnement, qualité, finance, relations internationales, assistance technique aux programmes, etc.

Le CEA est implanté sur dix sites géographiques.



Son organisation repose sur :

4 directions opérationnelles :

- La Direction des Applications Militaires (DAM) ;
- La Direction des Energies (DES) ;
- La Direction de la Recherche Technologique (DRT) ;
- La direction de la Recherche Fondamentale (DRF) ;

Ces directions sont structurées en instituts ou directions de centre, en départements et services.

Les directions fonctionnelles :

- La Direction financière et des programmes (DFP) ;
- La Direction des achats et des partenaires stratégiques (DAPS) ;
- La Direction de la Sécurité et de la Sûreté Nucléaire (DSSN) ;
- La Direction juridique et du contentieux (DJC) ;
- La Direction des systèmes d'information (DSI) ;
- La Direction de la communication (DCom) ;
- La Direction des ressources humaines et des relations sociales (DRHRS) ;
- La Direction des relations internationales (DRI) ;
- La Direction de l'Audit, des Risques et du Contrôle Interne (DARCI).

Pour de plus amples informations sur le CEA, visitez le site www.cea.fr

2.1.2 Le CEA/Grenoble

Le CEA - Grenoble, créé en 1956 par le professeur Louis Néel, prix Nobel de physique, est implanté en Isère, sur la commune de Grenoble au cœur du quartier Grenoble Presqu'île. En tant que membre et fondateur de l'alliance GIANT (Grenoble Innovation for Advanced New Technologies) et membre de la communauté Université Grenoble Alpes (UGA), le CEA Grenoble participe depuis une dizaine d'années à l'aménagement du campus sur la Presqu'île entre enseignement supérieur, recherche et industrie.

A deux pas du centre-ville, il rassemble plus de 6500 personnes (dont 4000 salariés du CEA CDD et CDI) sur le site du Polygone scientifique. Il se compose d'un site principal de 67 hectares, et de bâtiments hors de son périmètre clôturé.

La Direction de centre :

Le Centre du CEA Grenoble est placé sous la responsabilité de son Directeur, qui est le représentant légal de l'employeur et assume le rôle de chef d'établissement au sens du Code du travail. Les unités de la Direction de centre ont 2 missions principales ; d'une part, le soutien-support aux programmes de recherche menées par les unités hébergées, et d'autre part les missions « régaliennes » ou « employeur », en particulier le fait de faire respecter les règles en vigueur (santé, sécurité, gestion, finances, achats, ventes, juridique, RH, ...) et de veiller à l'entretien et à l'évolution du patrimoine immobilier ainsi qu'à la bonne gestion des infrastructures et services communs (restauration, nettoyage, logistique, ...).

Les Directions opérationnelles :

Les directions opérationnelles sont en charge de réaliser les programmes de recherche dans leur différents domaines d'expertise, pour répondre aux missions qui lui ont été fixées par l'Etat dans les 4 grands domaines des énergies bas carbone, de la défense, des technologies pour le numérique et pour la santé, au service de la compétitivité industrielle du pays et en lien étroit avec les évolutions sociétales et les applications.

A Grenoble, 3 directions opérationnelles sont présentes :

La Direction de la recherche technologique (DRT) dont la mission est de développer et diffuser des technologies innovantes, pour tous les secteurs industriels et tous types d'entreprises, qui participent notamment au développement du numérique dans la société et à l'amélioration de la santé publique.

La DRT est constituée de trois instituts :

LETI : Laboratoire d'électronique et de technologie de l'information situé à Grenoble (site web : www.leti.fr)

LIST : Laboratoire d'intégration de systèmes et des technologies (site web : www-list.cea.fr), situé à Saclay et Grenoble

CTReg : L'institut CEA Tech en région développe sur le territoire des « plates-formes régionales de transfert technologique » au service de la compétitivité industrielle française.

La Direction des Energies (DES) dont la mission est d'apporter aux pouvoirs publics et aux industriels les éléments d'expertise et d'innovation pour la mise en œuvre d'un système énergétique intégré bas carbone, en s'intéressant à tous les modes de production d'énergie bas carbone (énergie nucléaire, NTE), à leurs interactions au sein du réseau (stockage, pilotage, conversion), et à la problématique des ressources dans une logique de cycle fermé des matières.

La DES comprend un institut à Grenoble :

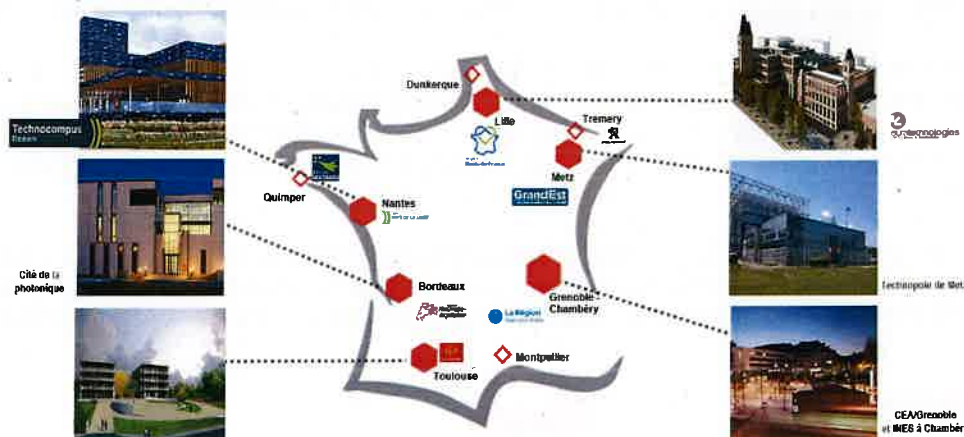
LITEN : Laboratoire d'innovation pour les technologies des énergies nouvelles et les nanomatériaux (site web : www-liten.cea.fr)

La Direction de la recherche fondamentale (DRF), dont la mission est de mener d'une part des recherches exploratoires aux frontières de la connaissance notamment en physique, chimie, matériaux et biologie, et d'autre part des recherches amonts intégrées aux feuilles de route technologiques du CEA dans les domaines de l'énergie, du climat, de l'environnement, du numérique et de la santé. La DRF contribue également aux grandes infrastructures de recherche nationales et internationales.

La DRF comprend un institut à Grenoble :

l'IRIG Institut de Recherche Interdisciplinaire de Grenoble

Enfin, le centre est partenaire de l'Institut de Biologie Structurale (IBS), aux côtés du CNRS et de l'UJF et du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Grenoble pour les installations du bâtiment CLINATEC.



Ces plates-formes régionales travaillent en étroite collaboration avec les acteurs locaux en filiation directe avec les deux « bases arrières » historiques de Grenoble et Saclay.

Pour plus d'informations, consultez le site : <http://www.cea.fr/cea-tech>

2.2 Les Bâtiments du CEA Grenoble

Le site du CEA Grenoble est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) regroupant toutes les activités du centre, qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'exploitation.

Il compte 282 bâtiments représentant environ 342.000 m² sur le polygone scientifique, qui accueillent plus d'une centaine de laboratoires de recherche et divers services administratifs ou techniques (unités de supports), chargés du fonctionnement du centre au quotidien.

A noter la présence des éléments suivants sur le site de Grenoble :

- 7 ERP (Établissement Recevant du Public) ;
- Le BCC (Bâtiment Centre de Compétence) : Propriété de la SCI BCC Presqu'île avec comme locataire principal le CEA ;
- Le BHT (Bâtiment de Haute Technologie) : Propriété de la SEM Minatec Entreprises, avec comme locataire principal le CEA ;
- Le bâtiment des DFT (Dispositifs de Fonctionnement Technique), Propriété de la société PUS (Pôle Utilités Services) ;
- Les bâtiments hors clôtures sont :
- L'Institut de biologie structurale (IBS) sur le campus EPN, dans lequel le CEA est co-tutelle de l'UMR avec le CNRS et l'UGA ;
- Les bâtiments sis à HERBEY (Isère 38) en convention avec Grenoble-INP ;
- Le fort des Quatre Seigneurs sis à HERBEYS ;
- Caractéristiques générales additionnelles du site du CEA Grenoble :
- Espaces verts : ≈ 15 Ha,
- Routes sur le site de Grenoble : ≈ 35 km

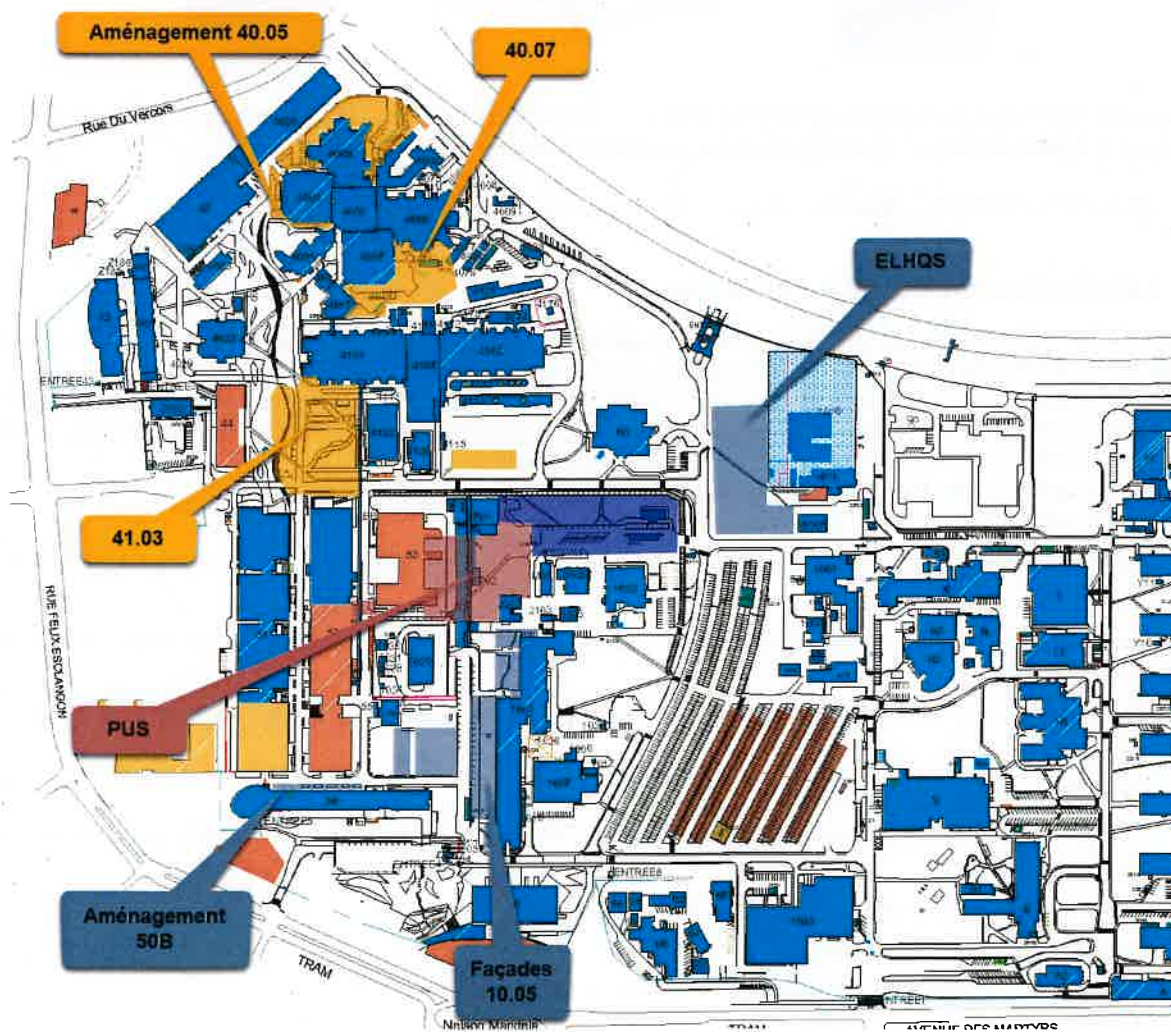
3 OBJET

Le marché relatif aux prestations décrites dans le présent cahier des charges est soumis à une **obligation de résultat** de la part du Titulaire, où le Titulaire doit délivrer les prestations conformément aux spécifications convenues.

Le présent cahier des charges a pour objet de détailler les prestations de gestion du trafic et des stationnements dans la zone sud lieu de plusieurs chantiers concomitants au profit du CEA – centre de Grenoble.

En effet, le CEA réalise de manière simultanée 7 chantiers d'ampleur qui sont signalés sur la carte ci-dessous. Le gros œuvre est en cours de finition, le second œuvre doit débiter à l'été. Chaque chantier a un périmètre défini et doit rester physiquement séparé des autres. Un CSPS est notamment présent sur chaque chantier et la plupart du temps, l'entreprise titulaire dispose d'une prestation de gestion de la logistique et du trafic / stationnement.

Il convient en revanche de gérer la circulation et les stationnements des entreprises, mais aussi des salariés du CEA sur les voiries entre les différents chantiers. Ces prestations, objet du présent cahier des charges, sont ainsi détaillées ci-après. Pour information, chaque semaine un plan de circulation est mis à jour.



CAHIER DES CHARGES DE PRESTATIONS	
Diffusion publique	Référence : Page 9 / 18

4 DOMAINE D'APPLICATION

4.1 Intervenants et rôles respectifs

Les entités concernées par cette prestation sont les suivantes :

- Le CEA : Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives: Le Demandeur,
 - La direction de centre : Le représentant du **Demandeur** ;
 - Le Département Projets Exploitation et Ingénierie (DPEI) :
 - Le chargé du suivi de ces prestations : le Correspondant technique ;
 - L'ingénieur qualité ;
 - L'ingénieur sécurité d'installation.
 - Le **Service Marchés et Achats** qui assure le suivi commercial des prestations effectuées par le Titulaire ;
 - Les **Chefs d'Installations**. Une « installation » est un ensemble délimité géographiquement, cohérent par les moyens et les techniques qui y sont utilisés. Chaque installation du CEA est sous la responsabilité d'un Chef d'Installation en matière de sécurité et d'environnement, lequel, à cet effet a tout pouvoir sur les conditions d'exécution des prestations par le Titulaire dans ces domaines ;
 - L'**Ingénieur Sécurité d'Etablissement** et les **Ingénieurs Sécurité d'Installations** sont respectivement les conseillers en matière de sécurité au travail, et de l'environnement du **Directeur de Centre** et des Chefs d'Installations. Ils peuvent être amenés à effectuer des visites de contrôles à tout moment. Ils coordonnent et animent les actions de prévention, prennent en compte les évolutions des réglementations et assurent l'interface auprès des différents acteurs concernés ;
 - La **Formation Locale de Sécurité** est le service d'intervention du CEA Grenoble en cas d'incident ou d'accident, en charge de la sécurité des biens et des personnes au CEA Grenoble.
- La société assurant les prestations de service : **Le Titulaire**.

4.2 Relation avec le CEA Grenoble

Le Titulaire désigne un correspondant privilégié sur site du CEA Grenoble qui rend compte directement au **Correspondant technique du CEA** pour le suivi des prestations.

Le Titulaire s'engage à signaler immédiatement au **Correspondant Technique** toute anomalie, incident ou accident de toute nature survenu lors des prestations les concernant.

Le Titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « **Responsable Sécurité** ». Il est doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières du CEA. Il participe à la rédaction du plan de prévention.

Le chargé d'affaires du Demandeur précisera au Titulaire quels sont les interlocuteurs sécurité concernés par la prestation.

Le Titulaire informera le Demandeur, dans les meilleurs délais, d'une éventuelle visite de sa CSSCT.

5 DOCUMENTS APPLICABLES

5.1 Documents généraux

- Consignes de sécurité

Une copie de ce référentiel est transmise au Titulaire et doit être restituée au CEA en fin de marché.

Référence	Libellé
GRE/CEA/SPAS/RI	Règlement intérieur du CEA
EQ/CS23-10 ind A	Règles applicables aux entreprises extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)

5.2 Documents réglementaires

Le Titulaire doit se conformer aux textes et aux normes applicables aux prestations assurées.

Il informe le CEA de toute évolution réglementaire en cours de marché.

Le CEA n'a pas à fournir ces documents.

5.3 Réglementation relative à certaines activités

5.3.1 Santé et Sécurité au travail (articles R4121-1 à R4822-1) :

La prévention des risques liés à certaines activités ou opérations lors de travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure implique que celle-ci mette en œuvre les mesures préalables à l'exécution d'une opération.

5.3.2 Plan de Prévention. (Article R4512-6 à R4512-12)

Avant le début des opérations et après avoir réalisé les points suivants :

- Organiser **et tracer** une inspection commune préalable ;
- Obtenir les Modes Opératoires des entreprises ;
- Arrêter les modalités d'intervention et coopération avec les différents acteurs de l'opération.

Le CEA et le Titulaire procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

A l'issue, le CEA et le Titulaire arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention global définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques. Le plan de prévention est, à minima, révisé annuellement.

Des avenants au plan de prévention (PdP) global, peuvent être établis le cas échéant pour les travaux particuliers non couverts par le plan global. Ces travaux particuliers, avant la rédaction de l'avenant au PdP, devront faire l'objet d'une visite commune qui devra être tracée.

Une liste de tout le personnel intervenant sera fournie. Cette liste devra être remise à jour autant de fois que besoin et transmise à l'Ingénieur de Sécurité d'Installation.

5.4 Documents associés à la prestation

Ces documents seront joints au dossier de consultation des entreprises ou consultables sur demande.

Référence	Libellé
Plan 1	Plan du site
Plan 2	Plan de circulation et de stationnement

6 DESCRIPTION DESPRESTATIONS

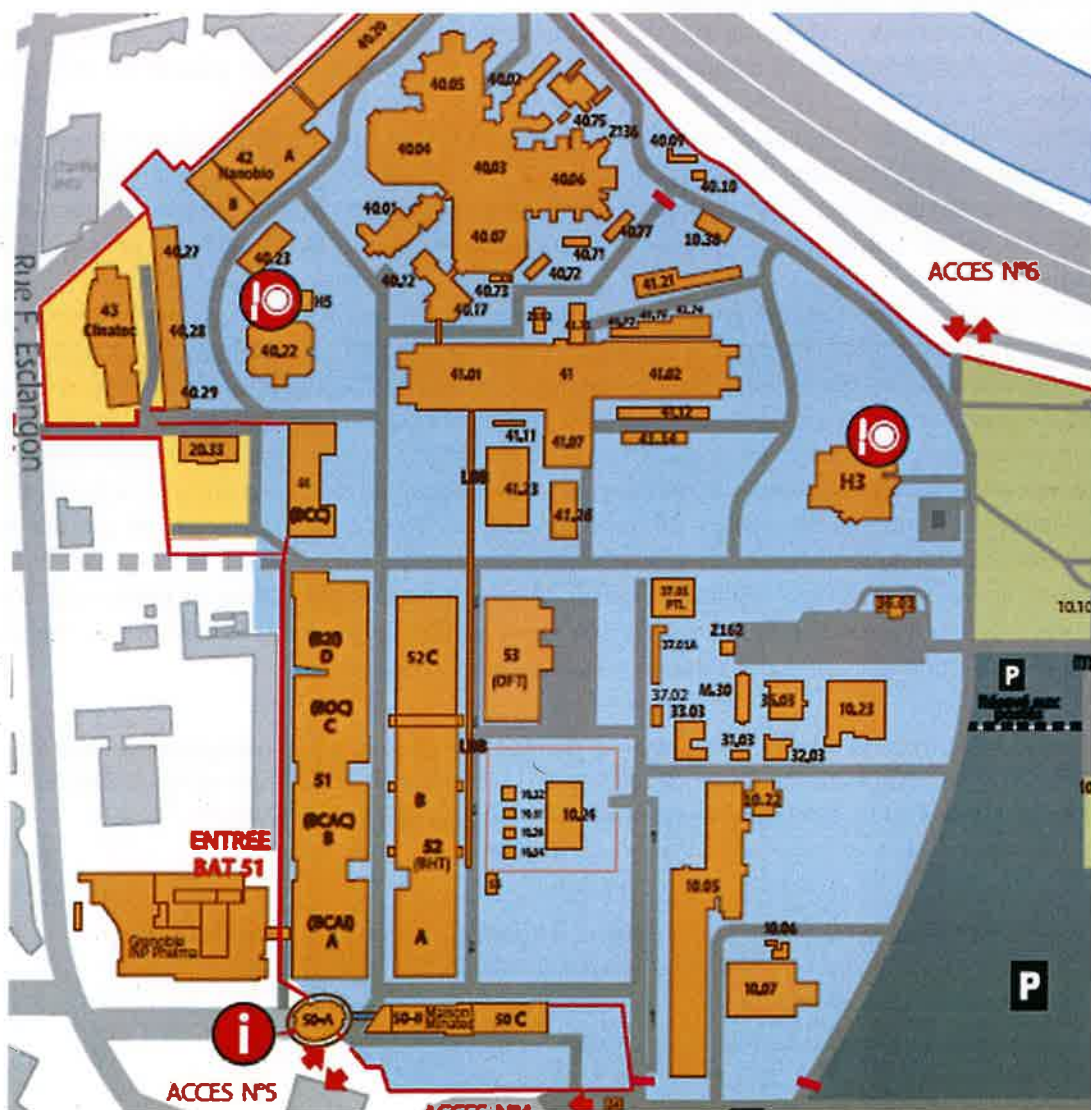
6.1 Périmètre

6.1.1 Périmètre géographique

- CEA – centre de Grenoble

6.1.2 Périmètre technique

Les prestations de gestion de la circulation et des stationnements pour assurer la sécurité des usagers lors de leurs déplacements et des accès chantiers est centrée sur la zone sud du centre CEA de Grenoble. Compte tenu de la répartition des parkings sur l'ensemble du centre, des interventions pourront être réalisées sur l'ensemble du périmètre de circulation du centre. En ce qui concerne le périmètre des chantiers fermés, la sécurité des circulations et notamment des approvisionnements logistiques se fait sous la responsabilité des entreprises. Le Titulaire pourra toutefois signaler toute pratique contraire aux règles de sécurité qu'il pourrait percevoir.



6.2 Prestations à réaliser et résultats attendus.

Les prestations consistent à assurer une surveillance du respect des règles de circulation et de stationnement dans le cadre des nombreux chantiers en cours sur la zone sud du CEA.

- La nature des prestations : Etre présent sur la zone d'accès aux différents chantiers, assurer une mission d'information auprès des compagnons des entreprises sur la bonne application du plan de circulation en cours et au besoin renseigner ou conseiller les salariés du CEA sur une circulation sécuritaire, porter attention à la signalisation en place pour s'assurer qu'elle est conforme aux besoins du plan de circulation, intervenir en première intention auprès des compagnons des entreprises qui ne respecteraient pas les règles établies, informer le maître d'ouvrage des pratiques dérogatoires. Une rencontre des entreprises pourra être organisée, en vue de sanctions, si cela apparaît nécessaire.

L'étendue des prestations est ainsi la suivante :

- Réguler la circulation : Diriger le flux de véhicules et de piétons en utilisant des signaux manuels, des panneaux de signalisation et d'autres dispositifs de contrôle du trafic pour garantir un mouvement fluide et sûr.
- Maintenir la sécurité : Surveiller attentivement les conditions de circulation, repérer les comportements dangereux des conducteurs ou des piétons et intervenir rapidement pour prévenir les accidents.
- Se coordonner avec le CEA : Collaborer avec la direction de centre, la FLS (Formation Locale de Sécurité) et les autres parties prenantes pour assurer une réponse efficace en cas d'incident ou d'urgence.
- Appliquer les réglementations et règlements internes : inciter au respect des lois et des règlements de sécurité routière en identifiant et en signalant les infractions, et afin de permettre au maître d'ouvrage de prendre les mesures nécessaires pour garantir la conformité des circulations aux plans pré-établis.
- Assister les travailleurs : Faciliter la circulation des travailleurs sur les chantiers de construction en leur fournissant des conseils sur les itinéraires sûrs et en coordonnant les mouvements des véhicules lourds.
- Maintenance des équipements : S'assurer que les panneaux de signalisation, les cônes de circulation et les autres équipements de contrôle du trafic sont en bon état de fonctionnement et signaler tout besoin de réparation ou de remplacement au maître d'ouvrage.
- Communiquer efficacement : Établir et maintenir une communication claire et précise avec les acteurs de sécurité, les superviseurs, les entreprises intervenantes et les salariés du CEA en circulation pour assurer une coordination efficace et une sensibilisation aux risques.

Il est rappelé que le marché relatif aux prestations décrites est soumis à une **obligation de résultat** de la part du Titulaire, le résultat attendu étant une circulation et un stationnement apaisé et respectant les règles. Les moyens mis en œuvre pour atteindre ces résultats sont ainsi de la responsabilité du Titulaire.

Livrables :

Un retour hebdomadaire synthétique et documenté de photographies permettra de préciser :

- L'état des lieux des problématiques rencontrées la semaine précédente
- Les actions mises en œuvre
- Les actions proposées au maître d'ouvrage

Tous les documents remis par le Titulaire au CEA sont réalisés aux formats suivants (ou strictement compatibles) :

- Microsoft WORD, Excel, PowerPoint, Project, Visio, et plus généralement pour les différents composants de la suite Office : au minimum la version n-1 par rapport à la dernière version disponible
- AUTOCAD pour les documents dessinés. conditions d'exécution des prestations

6.3 Moyens nécessaires à la réalisation des prestations

6.3.1 Moyens à la charge du Titulaire

Le Titulaire utilise ses propres matériels, outillages et équipements pour la réalisation des prestations notamment :

- EPI ;
- Téléphone mobile – informatique mobile ;
- Outillage individuel ou spécialisé ;
- Matériel d'accès ou de sécurité ;
- Signalétique légère adaptée, panneau (K10...), cônes...

Le Titulaire en assure l'entretien et la conformité à la réglementation en vigueur associée.

6.3.2 Locaux mis à disposition du Titulaire par le CEA

Le CEA met à disposition du Titulaire à titre précaire, gracieux et révocable, sous préavis de 15 jours ouvrables, un local [bâtiment L1 – 401], un vestiaire et des sanitaires au C2 et un espace de restauration au H1, pour lui permettre d'assurer les prestations sur le site.

Le CEA se réserve le droit de remplacer à tout moment et sans préavis les locaux par d'autres locaux qui pourraient éventuellement être de surface optimisée. Il se réserve également le droit d'effectuer tous travaux qu'il jugerait nécessaires.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de ces modifications pour remettre en cause le marché ou ses obligations.

Les locaux mis à la disposition du Titulaire ne peuvent servir à ce dernier qu'à la réalisation des prestations objet du présent marché, à l'exclusion de toute autre activité.

Le mobilier nécessaire à l'aménagement des locaux pourra être à la charge du Titulaire.

Conformément à l'article 19 des CGA, un état des lieux et inventaire des équipements est réalisé contradictoirement lors de l'entrée dans les lieux et la libération de ceux-ci.

6.3.3 Autres moyens mis à disposition du Titulaire par le CEA

6.3.3.1 Moyens informatiques

Les moyens de communication, de bureautique et informatique sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit s'engager à respecter toutes les règles de sécurité informatique applicables au CEA, et notamment la Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI), ces règles ne pouvant être opposables à la bonne réalisation du contrat.

- Poste informatique

Le matériel informatique nécessaire à l'exécution de la prestation (postes informatiques, écrans...) sera fourni par le Titulaire.

En conformité avec la PSSI CEA, tout matériel raccordé au réseau CEA doit être maîtrisé et exploité par le STIC. A ce titre, les postes doivent être ajoutés au parc infogéré par l'intermédiaire du Correspondant Informatique de l'unité de rattachement, puis remis à l'infogérant qui les configure au master CEA, et les exploite au même titre que des postes CEA, ce qui peut faire l'objet d'une refacturation spécifique définie dans la convention d'hébergement liant le CEA et le Titulaire.

A la fin du marché, ou si ces postes sont amenés à être sortis de CEA, leur disque dur doit être retiré et détruit, selon la procédure en vigueur pour tout matériel ayant été connecté au réseau CEA.

Les autres matériels informatiques du Titulaire ne doivent en aucun cas être connectés au réseau CEA, et ne doivent pas être utilisés pour traiter de l'information CEA sans une autorisation de l'ASSI (Agent de Sécurité des Systèmes d'Information).

Les salariés du Titulaire qui se sont vus attribuer une Autorisation d'Accès au Site du CEA (DAASC) peuvent faire la demande d'un compte nominatif pour utiliser ce matériel, dans le respect de la charte d'utilisation des moyens informatiques du CEA (NIG608) et de la PSSI CEA, et pour l'accès à Internet, la charte d'utilisation du Réseau National pour la Recherche (RENATER).

Tout manquement à ces conditions est considéré comme une atteinte à la sécurité des données du CEA Grenoble.

- **Réseau entreprise**

Pour ses propres besoins, le Titulaire peut demander la mise en œuvre à ses frais d'un réseau "entreprise" (bulle hébergement), afin de connecter un ou des postes informatiques à internet, sans passerelle possible avec le réseau interne du CEA Grenoble.

L'utilisation de ce réseau est placée sous la responsabilité du Titulaire.

- **Fichiers, programmes informatiques, base de données, plans**

Le CEA peut être amené à mettre à disposition du Titulaire les fichiers informatiques de données / programmes informatiques indispensables à la réalisation des prestations, sous quelque forme que ce soit (codes sources, codes objets, codes exécutables) après validation par l'ASSI.

Il est de convention expresse que le CEA est, et reste propriétaire, de l'ensemble des éléments mis à la disposition du Titulaire et de toute mise à jour qui en serait faite. Les données contenues dans ces fichiers ou programmes ne peuvent être exploitées par le Titulaire que pour les besoins des prestations qui lui sont confiées. Toute autre diffusion ou exploitation, sous quelque forme que ce soit, lui est interdite. De même, il lui est interdit d'effectuer des copies de ces fichiers ou programmes.

Les logiciels ou progiciels achetés par le Titulaire restent sa propriété, seule la base de données issue des activités du CEA reste propriété du CEA. Leur paramétrage est à la charge du Titulaire, ainsi que leur maintenance et leur mise à jour pendant la durée du contrat.

En conséquence, le Titulaire doit s'obliger à prendre toutes mesures tendant à assurer le secret le plus absolu sur les données communiquées. Il ne peut communiquer les éléments relatifs à celles-ci qu'aux membres de son personnel appelé à travailler pour exécuter les prestations considérées. A l'issue des prestations, le Titulaire doit restituer sans délais les fichiers ou programmes au CEA et n'en conserver aucune trace. L'ensemble des nouvelles données relatives aux prestations réalisées doit être remis au CEA sous une forme informatique exploitable.

- **Dispositifs de connexion nomade via VPN**

Pour des besoins justifiés et après autorisation du CEA, le Titulaire pourra être amené à disposer de moyens de connexion à distance. Pour cela des PC portables pourront être mis à disposition du Titulaire. Les accès nomades sont accordés aux utilisateurs possédant un badge CEA permanent, et qui sont dûment habilités à accéder au réseau CEA en situation de nomadisme.

Ces accès peuvent être ponctuels ou réguliers, restreints ou étendus, suivant le besoin. Les comptes informatiques liés à ces postes seront nominatifs. Chaque utilisateur devra en faire la demande avec justification du besoin. Le Demandeur se réserve le droit de refuser.

6.3.3.2 Réception, courrier, manutention, magasin

Par défaut, le Titulaire n'a pas à utiliser les services du prestataire du contrat RC2M du CEA (Réception, Courrier, Manutention, Magasin) pour la réalisation de ses prestations.

6.4 Organisation du Titulaire

Le Titulaire est responsable de la structure et de l'organisation mises en place, de leur adaptation à la charge de travail, ainsi que de l'encadrement et de la logistique, afin d'assurer, dans leur intégralité et dans les délais impartis, l'ensemble des prestations décrites dans le présent Cahier des Charges.

Il doit mettre en œuvre, en nombre et en qualification, les moyens, aux compétences suffisantes de façon à remplir l'ensemble des missions décrites et adaptée à la charge de travail à réaliser

Le Titulaire est également en charge de :

- La qualification et formation, hors sécurité et hors réglementation, exigée du personnel intervenant comme par exemple : Intervention sur chantier, maîtrise des règles de sécurité routière et des réglementations locales, manuel de chef de chantier ;
- Horaires de travail spécifiques : possibilité d'intervention à l'intérieur de la plage horaire 6h00 – 20h30. Le Titulaire organisera la mission à l'intérieur de cette plage horaire afin d'être présent dans les horaires les plus adaptés à l'attente des résultats attendus ;
- Savoir être : compétences en communication verbale et pédagogie, capacité à rester calme et concentré lors des échanges avec les entreprises de chantier, capacité à travailler en équipe et à suivre des instructions, aptitude à prendre des décisions rapides et éclairées, souci du détail et sens aigu de l'observation, capacité à travailler en extérieur dans diverses conditions météorologiques.

7 OBLIGATIONS LIEES AUX PRESTATIONS

7.1 Sécurité

Le Titulaire se référera aux Règles Applicables aux Entreprises Extérieures.

Les règles rappellent les grandes dispositions à respecter sur le site en termes de sécurité :

- Organisation générale du CEA :
 - Circulation et Stationnement ;
 - Organisation sécurité du CEA-Grenoble ;
 - Conditions d'hygiène ;
 - Accident et appels des secours ;
 - Évacuation en cas d'urgence ;
 - Surveillance médicale ;
- Mesures de prévention préalables à l'exécution du marché :
 - Communication d'informations et de documents ;
 - Inspections communes préalables ;
 - Plan de prévention ;
 - Sécurité des travailleurs affectés à la réalisation du marché ;

- Mesures de prévention pendant l'exécution du marché :
 - Applications des consignes du PP ;
- Dispositions particulières :
 - Accès aux terrasses ;
 - Risques incendie et explosion ;
 - Risque électrique ;
 - Traitements des déchets ;
 - etc.,
- Moyens fournis par le Titulaire (humains et matériels),
- Moyens mis à disposition par le CEA,
- Interruption du marché en cas de non-respect des règles de sécurité.

Des contrôles pourront être réalisés par les services compétents du Demandeur à tout moment du déroulement du marché. Le Titulaire ne pourra en aucun cas s'y soustraire.

7.2 Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA qui prévoient notamment :

- Le Titulaire s'engage à conserver confidentielles et s'interdit de communiquer à un tiers, sans l'accord préalable et écrit du CEA, tout ou partie des informations et/ou connaissances du CEA ou de toute tierce partie, auxquelles il pourrait avoir ou avoir eu accès à l'occasion de la prestation réalisée pour le compte du CEA.
- Le Titulaire se référera aux règles applicables définies dans le chapitre 4 des CGA (conditions générales d'achat) du CEA.

7.3 Données Personnelles

« Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le Titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

La solution proposée devra respecter les principes de proportionnalité, de minimalisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par le CEA, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé. »

8 PILOTAGE DES PRESTATIONS

8.1 Réunions de pilotage

- Une réunion de démarrage des prestations,
- Des réunions à échéance récurrente (techniques hebdomadaires, organisationnelle trimestrielles et en tant que de besoin en fonction des problématiques rencontrées) – la présence en réunion implique l'absence sur chantier (pas de doublement à prévoir) ;
- Une réunion de bilan des prestations avant le terme du marché pour évaluer les résultats obtenus.

Comptes rendus :

- Le Titulaire rédige à chaque réunion organisée à son initiative un relevé de décisions ;
- Ils doivent être validés sous 24h ouvrable ;
- Ils doivent être transmis sous 48h ;
- La transmission d'éléments au sein du CEA relève du demandeur.

Des revues de contrat peuvent être organisées périodiquement entre le CEA et le Titulaire du contrat.

8.1.1 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage se tient dans les 8 jours suivant la notification du marché.

Cette réunion, où sont présents les représentants des deux parties, permet :

- De préciser l'organisation opérationnelle pour le suivi du contrat : les intervenants, les limites de responsabilité, le calendrier des réunions de travail...
- De rappeler les objectifs : planning, politique QSE...
- D'établir et signer les différents documents contractuels et réglementaires.

8.1.2 Rapports d'activité.

Le Titulaire doit transmettre un rapport d'activité mensuel (intégration des mails hebdomadaires) pour rendre compte de son activité, servir de support aux réunions et permettre la facturation. Ce document est transmis sous forme dématérialisée.

Le document relatif au mois est transmis par le Titulaire au correspondant technique du contrat CEA, au maximum le 5 du mois n+1 et au moins une semaine avant la réunion de suivi.

8.2 Contrôles - Définition des indicateurs et de leur mode de calcul

8.2.1 Contrôles, audits

Le maître d'ouvrage pourra réaliser à tout moment, en heures ouvrables, un contrôle de la prestation réalisée.

Le constat d'un écart avec la situation attendue (stationnement gênant non signalé, circulation allant à l'encontre de la sécurité) fera dans un premier temps l'objet d'un signalement du maître d'ouvrage au titulaire. Si la situation venait à perdurer, une rencontre devrait permettre d'envisager les correctifs à apporter. Dans le cas où ces derniers ne seraient pas mis en œuvre, une pénalité de 50€ par jour où un écart est constaté serait appliquée.

ANNEXE : exemple de plan de circulation au 10 avril 2024.

